Selon les informations du ministère du Commerce, des butaniers seraient coincés dans les eaux camerounaises du fait des problèmes administratifs et de devises. Cette administration ne donne pas plus d'explication sur la nature de ces difficultés. Il y a quelques mois, des autorités en charge de la distribution des produits pétroliers expliquaient cette pénurie « *par un problème de logistique* ». Elles parlaient alors d'un « *retard accusé dans le déchargement du navire de l'importateur Confex Oil* ».

En juillet, le gouvernement a confessé que la pénurie des carburants était due au poids grossissant de la subvention de l'État dédiée à maintenir les prix de ces produits pétroliers. Il n'est pas exclu que ce problème touche aussi le gaz domestique. La subvention de ce produit est supportée par la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures (CSPH). À fin mars 2022, le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, estimait la subvention d'une bouteille de gaz à 6777 FCFA. Celui qui est par ailleurs président du conseil d'administration de la CSPH projetait alors le coût annuel de cette subvention à 70 milliards de FCFA. Une somme supérieure aux charges globales de cet établissement public qui se sont chiffrées à 66,09 milliards de FCFA en 2021 et à 52,2 milliards de FCFA en 2020.

Depuis le mois d'août, le Cameroun fait face à une pénurie de gaz de plusieurs marques (Tradex, SCTM, Total, Afriquia Gaz…) dans plusieurs localités du Cameroun (Centre, Littoral, Est…). « *La situation devrait revenir à la normale avec l'arrivée du premier butanier le*

16 octobre. Un second butanier est aussi attendu cette semaine », tente de rassurer le ministère du Commerce.

La même source précise qu'en attendant le déchargement de ces navires attendus, la station de stockage de Bipaga située près de Kribi permet d'approvisionner la ville de Yaoundé et ses environs. « *Ce que nous faisons, c'est d'informer les populations qu'elles peuvent s'approvisionner à tel ou tel point de vente en attendant le retour à la normale. Les contrôleurs veillent…* », indique par exemple Armand Claude Mbarga délégué départemental du Commerce de la Mefou et Afamba à Mfou dans le Centre.

Investir au Cameroun